



PEACE, PROSPERITY AND
REGIONAL INTEGRATION

État d'Avancement des Projets de Résilience à Djibouti

Du 1^{er} Juillet au 30 Novembre 2022

15^{ème} Comité Directeur de la Plateforme IDDRSI

30 Nov.- 1^{er} Décembre 2022

Khartoum, Soudan

Préparé et présenté par le Comité National d'IDDRSI

2022

Sommaire

1.	Introduction.....	6
2.	Progress de la mise en œuvre des recommandations depuis le 14^{ème} PSC	8
3.	Mise à jours sur l'Etat d'Avancement des Projets de Résilience.....	9
3.1.	PIA 1: Ressources Naturelle et Gestion de l'Environnement	9
	3.1.1. Gestion et Développement des Ressources en eau	9
	3.1.3 Développement et Gestion appropriée pour la durabilité et l'accès	32
	3.1.4 Gestion Environnemental et Biodiversité.....	32
	3.1.5 Accès garanti à des sources d'énergie abordables, fiables, durables et renouvelables	34
	3.1.6 Gouvernance Foncière	36
3.2	PIA 2: Accès aux marchés, au commerce et aux services Financiers.....	36
	3.2.1 Développement des Marche et Transport	36
	3.2.2 Assurer la mobilité de l'élevage et commerce transfrontalières	36
	3.2.3 Access à des services financiers sécurisé et abordable	36
	3.2.4. Renforcement régional et commerce transfrontalière	36
3.3	PIA 3: Amélioration de Production et Diversification de mode de vie.....	36
	3.3.1 Production et Productivité animale	36
	3.3.2 Production and Productivité des cultures	37
	3.3.3 Développement de Ressources Halieutique et Apiculture	46
	3.3.4 Diversification de Revenue	51
	3.3.5 Productive Filet de Sécurité.....	53
3.4	PIA 4: Gestion des Risques et Catastrophe, préparation et réponse efficace	54
	3.4.1 Système d'Alerte Rapide et Réponse	54
	3.4.2 Planification d'Urgence.....	55
	3.4.3 Réduction de Risques catastrophe (Prévention, Atténuation &, Préparation) et Adaptation du Changement Climatique.	55
	3.4.4 Cartographie des aléas, des risqué et de la vulnérabilité.....	55
3.5	PIA 5: Gestion de Connaissance de recherche et Transfer de technologies	55
	3.5.1 Soutien au recherche adaptative	56
	3.5.2 Système de conseille et vulgarisation	56
	3.5.3 Gestion de connaissance et communication	56
	3.5.4 Promouvoir le réseau des ventres nationaux et régionaux de recherche collaborative, appliquée et adaptive sur les terres arides	Error! Bookmark not defined.
3.6	PIA 6: Prévention, Résolution des conflits et construction de la paix	57

6.1	Construction de la paix et mécanismes de médiation.....	57
6.2	Résolution des conflits.....	57
3.7	PIA 7: Renforcement Institutionnel, Coordination et partenariat	57
3.7.1	Coordination et Gestion de plateforme	57
3.7.2	Renforcement Institutionnel et renforcement de capacité.....	57
3.7.3	Renforce le partenariat	Error! Bookmark not defined.
3.7.4	Mobilisation des Ressources	Error! Bookmark not defined.
3.7.5	Suivi, Évaluation and Apprentissage	Error! Bookmark not defined.
3.8	PIA 8: Capital Humain, Genre et développement sociale	58
3.8.1	Access au santé et Nutrition.....	58
3.8.2	Access a l'Éducation et Formation	58
3.8.3	Promouvoir l'Égalité de Genre et l'Autonomisation des femmes et inclusion Sociale.....	58
3.8.4	Filet de Sécurité Sociale	59
3.8.5	Migration, et Déplacement et Inclusion Sociale.....	60
4.0	Défis et Leçons Appris	60
4.1	Défis.....	60
4.2	Leçons Appris.....	61
5.0	Recommandations.....	61

Résumé Exécutive

Le document de programme pays a été révisé et valide en Juillet 2019 pour l'exécution de la stratégie de résilience à la sécheresse .Les lignes directrices de l'objectif attendu du DPP, qui était de présenter des actions cohérentes pour répondre aux besoins de l'ensemble des communautés touchées pour renforcer la politique de développement durable en introduisant des mesures de prévention et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité des populations aux aléas naturels et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tous les projets et programmes en cours et prévus sont conformes aux domaines d'intervention prioritaire de l'IDDRSI indiqués dans le DPP.

La communauté internationale a montré un intérêt pour le DPP de Djibouti et combine actuellement les 8 composantes de ses programmes et a déjà commencé à financer la mise en œuvre des domaines prioritaires du DPP.

Dans le cadre d'IDDRSI, le gouvernement de Djibouti, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche chargé des ressources marines, qui est le point focal IDDRSI, préconise une solide approche participative (de la base au sommet) dans toutes les interventions destinées à être entreprises dans le pays. Dans un premier temps, Outre la gestion des ressources naturelles, la priorité est donnée aux activités dans les corridors pastoraux (routes de pâturage et routes commerciales) et la fourniture des services de base suivra probablement la mobilité des groupes cibles (services vétérinaires mobiles, cliniques mobiles, etc.). Il est clair que les pasteurs ont développé leurs modes de vie traditionnels en matière de résilience aux sécheresses. Ils connaissent leurs pâturages à chaque saison et les points d'eau en période de stress. Cette expérience a été transmise de génération en génération. Les mouvements réguliers d'animaux et de personnes dans le pays et à travers les frontières internationales facilitent leur recherche dans l'espace au-dessus des ressources naturelles limitées (eau, pâturage et parcours).

Les projets de la première génération (DRLSP I & III, Dry land, PROGRESS, PRAREV, etc.) avancent bien et les impacts sont visibles sur le terrain. La mise en œuvre des projets ne posait pas de problème majeur, à l'exception des retards enregistrés dans le projet DRY LAND par rapport au plan de travail du projet. Tous les autres projets sont sur la bonne voie. Le pourcentage actuel de décaissement de DRLSP I est de 100% tandis que le DRLSP III a atteint 38% de décaissement.

Djibouti est pleinement engagé à renforcer la coopération et le développement transfrontaliers. y compris les engagements politiques. Les programmes de résilience et les investissements dans ces domaines partent du principe que les communautés sont homogènes, partagent des ressources, des moyens de subsistance, des cultures et interagissent librement, quelles que soient les frontières nationales. Les zones transfrontalières manquent d'investissements sociaux et économiques. Les ressources naturelles ont été négligées et soumises à une exploitation excessive et à une utilisation abusive, entraînant une perte massive de biodiversité.

Dans le cadre du projet SC II, qui a comme principal but de renforcement de capacité pour améliorer la coordination du programme IDDRSI. Le groupe d'experts nationaux a été créé et les deux premières réunions ont été organisées sous l'égide de l'IGAD. Deux réunions du comité directeur ont été également organisées. Deux missions du terrain pour suivi et évaluation de projet phare de résilience.

Le comité des experts nationaux se réunissent régulièrement et y travaillent à l'amélioration du DPP. Ce groupe d'experts est très active et échange sur l'évolution des programmes et projets menés par nos différentes institutions.

1. Introduction

La République de Djibouti est un pays situé à la Corne de l'Afrique avec une population de 818.159 habitants (source du recensement RGPH¹) sur une superficie de 23.200 Km², dont elle partage une frontière terrestre avec l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et maritime avec le Yémen.

Le pays est caractérisé par un climat aride à semi désertique qui rend le pays extrêmement vulnérable aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne annuelle de l'ordre **150-300 mm** qui varie selon les régions du pays. Les températures moyennes sont comprises entre 17° et 42° avec des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par an.

De par sa position géographique et ses spécificités climatiques, Djibouti est exposé à de nombreux aléas naturels : (i) sécheresses aiguës survenant environ tous les 4 ans depuis 1996 ; (ii) fortes inondations revenant en moyenne tous les 10 ans; (iii) fréquents séismes atteignant des magnitudes de 4 à 5 sur l'échelle de Richter ; (iv) volcanisme dans la région de la dépression d'Afar ; et (v) incendies liés aux périodes sèches prolongées.

Le pays a connu en 2007 une sécheresse chronique sans précédent qui a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales soit 50% de la population rurale et 15% de la population totale.

Les moyennes de précipitations à Djibouti sont estimées à seulement 130 mm par an, alors que la moyenne annuelle en Afrique de l'Est est de 250 mm. Le seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m³ par habitant et par an place la république de Djibouti, avec moins de 270 m³ d'eau douce par an et par habitant en 2009, parmi les pays les plus pauvres en matière de potentialités hydriques.

En dépit des efforts considérables des interventions du programme pays IDDRSI de Djibouti (2012/2022), la situation pour la République de Djibouti reste d'actualité.

Compte tenu de l'impact des faibles précipitations la saison actuelle de *Diraac/Soughoum* (Mars-Mai) qui constitue les pluies intermédiaires en termes de volume et du début de la période de soudure, il faut s'attendre à une détérioration de la sécurité alimentaire au cours des six prochains mois. De plus, l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Yémen et de la Somalie contribue à l'augmentation des besoins humanitaires.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers pour l'environnement urbain. D'autre part, le milieu rural n'a pas accès aux services de bases. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour

¹RGPH: Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal.

Les pasteurs de Djibouti ont développé des stratégies d'adaptation distinctes, par exemple: la mobilité des troupeaux accompagnés du groupe d'âge des jeunes hommes en tant que bergers; les femmes, les enfants et les hommes âgés restant dans les camps de base, élèvent des animaux et produisent du lait; utilisation extensive des sols et systèmes de rotation simples permettant la réhabilitation des pâturages; La propriété foncière commune favorise la mobilité nécessaire, mais les droits d'usufruit limités ont exclu les étrangers et donc empêché le surpâturage. La disponibilité limitée en eau a contribué à limiter le nombre de têtes de bétail, empêchant à nouveau le surpâturage.

2. Progress de la mise en œuvre des recommandations depuis le 14^{ème} PSC

- 1- Le Gouvernement de Djibouti a redoublé les efforts de mobilisation des ressources en eau afin de créer un environnement propice au développement et protéger les moyens de subsistance de notre population, afin d'adhérer aux principes du développement durable. (*Recommandation 14.1*)
- 2- Djibouti s'aligne parfaitement sur la politique en matière de développement de l'élevage et des parcours sur la base d'un développement inclusif de la chaîne de valeur qui intègre et harmonise tous les producteurs, prestataires de services, dans les domaines de l'élevage, de l'alimentation animale (eau et fourrage), de la biodiversité, des services de santé et de la commercialisation. (*Recommandation 14.2*)
- 3- Djibouti prend en compte lors de la conception des programmes et projets de résilience le degré de fragilité et d'insécurité alimentaire et à la sensibilité des conflits. (*Recommandation 14.3*)
- 4- Le Gouvernement Djiboutien encourage à l'élargissement et la portée des investissements dans la résilience dans d'autres domaines à savoir régions à risques, inondations et sécheresses. (*Recommandation 14.4*)
- 5- Djibouti a mis en place un système de suivi et évaluation afin d'assurer un progrès efficace sur la réalisation des activités des projets de résilience, de collecte des données et des rapports axés sur les résultats. (*Recommandation 14.7*)
- 6- Pour atténuer les effets négatifs du COVID-19 et pour ne pas pallier aux acquis de la plateforme IDDRSI, l'Etat a par ailleurs consolidé la résilience de nos structures de part deux programmes le Pacte National Solidaire (PNS) et le Programme National de Développement (PND) qui s'articule sur 3 axes « *INCLUSION-CONNECTIVITE-INSTITUTIONS* ». (*Recommandation 14.14*)
- 7- Djibouti s'inscrit parfaitement à la recommandation **14.15** visant à élaborer des propositions bancables pour accroître la résilience dans la région de l'IGAD.

3. Mises à jour sur l'Etat d'Avancement des Projets de Résilience

3.1. PIA 1: Ressources Naturelle et Gestion de l'Environnement

3.1.1. Gestion et Développement des Ressources en eau

- ☞ Les activités réalisées par la Direction Hydraulique Rurale du MAEPRH durant l'année 2021 sont :
- ☞ Création et mise en place des structures de gestion autour des infrastructures dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, (WASH).
- ☞ Renforcement des capacités des membres de comités de gestion des ouvrages d'eau, d'hygiène et d'assainissement, (WASH).
- ☞ Réalisations de campagnes d'information, d'éducation et de communication WASH.
- ☞ Réalisations études socio-économiques communautaire WASH.
- ☞ Vulgarisations de documents stratégiques.
- ☞ Réalisations d'actions de visibilité des activités de la DHR.
- ☞ Distributions des kits d'hygiène.
- ☞ Sensibilisation, formation de comités de gestion de puits cimenté
- ☞ La Direction de l'Hydraulique Rurale gère actuellement un total de 152 points d'eau composés de 122 forages et de 30 puits communautaires. Ces points d'eau sont équipés et alimentent la population rurale, le cheptel, les services sociaux de base (école, dispensaire...) et les périmètres agropastoraux.
- ☞ Le projet DRESS-EA est un projet régional (Djibouti, Kenya, Ouganda et Soudan) financé par le Fonds d'Adaptation de l'ordre de 13.079.000 \$ pour une durée de quatre ans. Le montant 2.406.480 \$ alloué pour DJIBOUTI et permettra d'accroître la résilience des petits exploitants agricoles et des éleveurs aux risques liés aux changements climatiques (principalement à la sécheresse).
- ☞ DHR a élaboré et validé un plan d'action consolidé dans le secteur eau, hygiène et assainissement en milieu rural et la réalisation de l'étude de référence (Baseline) des indicateurs du secteur eau, hygiène et assainissement en milieu rural.

Les activités réalisées par Direction des Grands Travaux (DGT) sont :

- ☞ **Travaux de terrassement de lotissements au profit de la Fondation « Droit au Logement »** : Dans le cadre des activités de la Fondation, nous avons achevé le terrassement d'un terrain à Arta en vue d'accueillir un lotissement de 50 habitations et avons également exécuté une grande partie du terrassement d'un autre terrain de même superficie près de la localité de Weah.

- ☞ **Travaux de recalibrage d'oued et de rechargement de route** : Nous avons été diligentés par Djibouti Ports Corridor Road afin d'intervenir sur un tronçon de voie de la Route Nationale 5 (RN5) endommagé par de violentes crues. Notre intervention consistait au départ à recalibrer le cours d'eau qui menaçait régulièrement ce tronçon routier lors des épisodes pluvieux afin de le canaliser vers le radier de traversée. Ensuite au fil du déroulement des travaux est apparue la nécessité de combler des pans entiers de voie emportés par les eaux de crues puis de reconforter l'ensemble. Ces différentes tâches ont été achevées avec succès rendant de nouveau praticable ledit tronçon de voie.
- ☞ **Barrage** : La construction du barrage a été achevée fin juillet 2020 et la réception définitive a été prononcée le 22 novembre 2021.
- ☞ **Travaux topographiques pour aménagement agricole à proximité du Barrage de l'Amitié** : Nous avons lancé et achevé l'étude topographique d'une zone de 400 Ha située sur une bande de terrain entre la Route Nationale 1 (RN1) et la rive nord du Barrage de l'Amitié. Les travaux topographiques ont été exécutés par le consultant Hydroterra Engineering sur financement de la Présidence. Suite à cette première étape, nous avons pris la décision de parcelliser 150 Ha de terrain proche de la retenue d'eau du Barrage. Ce travail étant également achevé, les octrois conditionnés de ces parcelles vont pouvoir débiter afin de procéder à leur valorisation agricole.
- ☞ **Nettoyage général et réfection de tronçon de voie à proximité du Camp Militaire Cheick Osman** : Nous sommes en train de participer, depuis le 16 novembre 2021, à des travaux de nettoyage général, de canalisation d'eaux usées et de rechargement d'une voie urbaine sise à Balbala à proximité du Camp Militaire Cheick Osman. Ces travaux, auxquels participent également les Gardes Côtes, l'OVD, l'ONEAD ainsi que l'ADR sont actuellement en cours.
- ☞ **Projet : appui à la résilience des populations rurales financé par un Don de l'Union Européenne à travers le 11ème FED** : Le présent projet s'inscrit dans le Programme Indicatif National de Djibouti pour la période 2014-2020 dans le secteur de la sécurité alimentaire notamment les axes de la lutte contre la malnutrition et la résilience aux effets du changement climatique. Le projet devrait à terme contribuer à améliorer les conditions de vie tout en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales des régions de l'intérieur du pays. Pour atteindre les objectifs escomptés, le projet se déroulera selon 3 composantes comme suit : (i) Développement des infrastructures hydro-agricoles ; (ii) Augmentation de façon durable de la production agricole (végétale et animale) et développement des filières agro-pastorales et (iii) Renforcement du dispositif de prévention de la malnutrition chronique et de la prise en charge de la malnutrition aiguë. Le projet couvrira les zones rurales des cinq régions du pays. Les bénéficiaires finaux du projet sont les populations agropastorales, les femmes et les enfants vivant dans les régions de l'intérieur du pays. Dans le

cadre de ce projet, nous sommes chargés de l'exécution de la composante 1. Concernant le volet « travaux » :

Les offres ont été remises le 18 novembre 2020, après analyses des offres et attribution des différents lots de travaux, la contestation infondée par la Société Gereny Water Wells de l'adjudication des lots 1 et 2 (forages) à la société Abu Miska s'est soldé par le désistement de cette dernière par ailleurs seule soumissionnaire qualifié pour lesdits lots. Il en a résulté l'annulation pure et simple des travaux objet de ces deux lots.

La Société des Grands Travaux Internationaux attributaire des deux autres lots restants (lots 3 et 4) a reçu l'ordre de démarrer les travaux depuis le 25 juillet dernier et est actuellement en train d'exécuter les travaux topographiques aux fins d'élaboration des plans d'exécution des ouvrages.

Concernant le volet « supervision des travaux » :

Les offres ont été remises comme prévu le 12 novembre 2020 ;

Ces offres ont été analysées et le marché a été attribué à ANTEA Group ;

Du fait de la diminution de l'ampleur des travaux à superviser dû au désistement de la société Abu Miska, la restructuration du marché de services s'est avérée obligatoire.

Après annulation du marché initial, la négociation avec ANTEA Group a débouché sur la signature d'un nouveau contrat en date du 24 mai 2021, l'ordre de service de démarrer les prestations a été notifié le 17 octobre 2021.

Il faut souligner le retard pris de près de quatre mois du fait de la contestation de l'adjudication des lots 1 et 2. Bien que le processus d'attribution se soit déroulé dans les règles de l'Art, le contestataire s'est entouré de personnalités influentes afin de forcer une décision en sa faveur. Loin d'aboutir, cette malheureuse démarche a conduit à un blocage qui s'est soldé par l'annulation d'ouvrages hautement prioritaires pour des communautés rurales durement touchés par les effets néfastes du changement climatique.

☞ **Projet : mobilisation des eaux souterraines transfrontalières pour la résilience** : Il a pour objectif de sauvegarder et d'utiliser rationnellement trois nappes transfrontalières Rift Afar Nord et Rift Afar Sud avec Ethiopie ainsi que celle à la frontière avec le Somaliland /Somalie).

Le projet inclut également la mobilisation des eaux de surface des oueds venant et/ou se déversant dans ces deux pays voisins.

L'ensemble de ces ressources en eau mobilisées permettront de développer et/ou de renforcer les exploitations agricoles à destination des communautés vulnérables. L'élaboration du document de projet y afférent est actuellement en cours.

- ☞ **Projet : réduction des risques, inclusion et valorisation des économies pastorales** : Il vise à protéger les éleveurs contre les sécheresses récurrentes, à améliorer leur accès au marché et à mobiliser les investissements privés dans la chaîne de valeur de l'élevage afin de faciliter le commerce du bétail au niveau régional.

Ce projet va également introduire à Djibouti le concept d'assurance indicielle pour le bétail.

L'élaboration du document de projet y afférent est actuellement en cours.

PROJET BREFONS

Le projet BREFONS financé par un don du Fonds Africain de Développement (FAD) a été abordé. La coordinatrice adjointe a exposé, l'objectif du projet, le coût total du projet, la période du projet. Elle a ensuite présenté les sites du projet, les bénéficiaires et enfin les composantes.

Le BREFONS vient appuyer les acquis des projets DRSLP I, DRSLP III et sera mis en œuvre dans six pays de la Corne de l'Afrique : Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud et Soudan. L'approche régionale du BREFONS s'appuie sur l'Initiative de l'IGAD sur la résilience face aux catastrophes et la durabilité en cas de sécheresse (IDDRSI). Les pays membres de l'IGAD ont créé l'IDDRSI pour renforcer les capacités institutionnelles et les structures de coordination régionales, pour renforcer la résilience face aux catastrophes dues à la sécheresse et sa durabilité, et pour accroître la capacité d'adaptation des ménages au sein des communautés exposées à la sécheresse.

L'objectif spécifique du BREFONS est de renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire et au changement climatique en permettant aux pays participants : i) d'améliorer la productivité agropastorale et les systèmes de production dans les zones transfrontalières de la région de l'IGAD (les groupements régionaux) ; ii) de rendre les chaînes de valeur agropastorales plus compétitives, afin de dynamiser le commerce et les revenus ; et iii) de renforcer la capacité d'adaptation des populations afin qu'elles puissent mieux se préparer au changement climatique, aux risques climatiques et aux variations climatiques, et à les gérer. Le don octroyé à Djibouti à hauteur de 13,93 millions UC environ 3,5 milliards de francs Djibouti permettra de soutenir les activités visant à rétablir les moyens de subsistance en investissant dans la gestion des ressources naturelles (eau, pâturage, gestions intégrées des terres, infrastructures agricoles d'élevage et de la pêche).

A cet effet, le Gouvernement a porté son choix sur l'aménagement des bassins versants suivants :

- Weima (Tadjourah).
- Beyya Dadder et (Région d'Ali Sabieh),
- Gobaad et Hanlé (Région de Dikhil),
- Douda-Damerjog-DedeyWein (Région d'Arta).
- Ambouli (zone périphérique de Djibouti) Ainsi que des actions de pêche à Obock et Loyada.

Les bénéficiaires indirects sont constitués par une bonne partie de la population de Djibouti qui bénéficiera de l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des produits agricoles et halieutiques.

Toutefois, les actions prévues dans les domaines de la pêche, la santé animale et le renforcement des capacités des structures nationales étaient entreprises au niveau national.

Les bénéficiaires du projet concernaient 20 000 ménages correspondant à environ 120 000 éleveurs, agro-pasteurs, et petits pêcheurs dont 50% de femmes, auxquels il faudrait ajouter les autres acteurs des filières agriculture, élevage, et des secteurs connexes. Le projet ciblait essentiellement les populations les plus vulnérables, notamment les petits producteurs, les éleveurs et agro-pasteurs et les pêcheurs artisanaux et les femmes intervenant dans la transformation et commercialisation des produits halieutiques.

Composante 1: Renforcement de la résilience aux CC des productions agro-sylvo--pastorales,

Sous-Composante 1.1 : Développement d'infrastructures résilientes au climat. Les activités comprendront : (i) Construction d'infrastructures de mobilisation des ressources en eau : micro-barrages, infrastructures connexes et forages ; (ii) Aménagement des abreuvoirs, bornes fontaines (en aval des ouvrages seuils) pour l'AEP du cheptel et le pâturage ; (iii) Travaux de réalisation des réseaux de distributions d'eau en milieu rural ; (iv) Aménagement et équipement des périmètres irrigués communautaires ; (v) Construction des infrastructures d'élevages dans les zones transfrontalières ; (vi) Acquisition des équipements pour les forages ; et (viii) les études techniques et les missions de surveillance pour ces infrastructures.

Sous-Composante 1.2 : Appui à la gestion durable des terres agropastorales.

Les activités comprendront : (i) Création des pépinières pour la protection des espèces en voie de disparition et la plantation dans les parcours d'arbres et arbustes résistant à la sécheresse ;

(ii) Aménagements d'ouvrages antiérosifs à l'échelle des bassins versants (seuils en gabions, cordons pierreux, etc.) ; (iii) Réalisation des travaux de CES/DRS dans les champs. (iv) Cartographie/Régénération/ enrichissement/gestion des parcours mises en défens, gestion par rotation et respect de charge ; (iv) Agroforesterie, (v) Etude technique sur la gestion durable de terres ; (vi) L'appui à l'élaboration d'une politique Nationale pour la GDT ; (vii) Renforcement des capacités sur la gestion durable des terres, et (viii) la sensibilisation et l'encadrement des communautés pour la réalisation des travaux de de conservations des eaux et sols.

Sous-Composante 1.3 : Promotion des technologies et innovations intelligentes au climat.

Les activités comprendront : (i) Développement et vulgarisation des technologies du catalogue TAAT auprès des producteurs y inclus les femmes dans le contexte du CC ; (ii) Mise en place des technologies innovantes et intelligentes face aux CC ; (iii) Création d'une ferme aquicole pilote dans le contexte du CC + travaux de débarcadère; (vi) Construction d'un centre d'excellence en zootechnie (géné-génétique) pour les zones arides et semi arides ; (v) Financement de sous-projets de production agro-pastoral et halieutique ;

(vi) Développement d'un centre phoenicicole pour la production dattier in vitro-résilients ; et (v) Etudes techniques et surveillance des travaux.

Composante 2 : Appui au développement de l'agro-business,

Sous-composante 2.1 : Faciliter l'accès aux services consultatifs, au financement et aux marchés. Les activités comprendront : (i) Construction des marchés communautaires ; (ii) Travaux d'aménagement des pistes rurales sur une longueur de 30 km ; (iii) Etude de faisabilité de la mise en place des services conseils digitalisés ; (iv) Acquisitions des équipements de transformation de produits agricoles et halieutiques ; et (v) Etudes et contrôle de travaux d'aménagements des pistes rurales & marchés communautaires.

Sous-composante 2.2 : Soutenir le développement de l'entrepreneuriat. Les activités comprendront : (i) Mise en place d'un mécanisme de financement sensible au genre et adapté aux besoins des petits agriculteurs, des pêcheurs et des PME (financement des plan d'affaires); (ii) Formation, Structuration, sensibilisation à l'entreprenariat des groupes des producteurs y inclus les groupes des femmes (30%) jusqu'au développement du plan d'affaire et (iii) Renforcement des capacités des PME.

Composante 3 : Renforcement des capacités adaptatives,

Sous-composante 3.1: Développement des services climatiques : Les activités comprendront : (i) Amélioration du réseau d'observation du climat et du temps et traitement des données pour une meilleure fourniture de services hydro-climatiques ; (ii) Génération d'informations et de services climatologiques ; et (iii) Diffusion d'informations et de services climatologiques.

Sous-Composante 3.2 : Renforcer les capacités des principaux intervenants des secteurs agropastoraux dans les zones sujettes à la sécheresse pour l'intégration et la surveillance du changement climatique. Les activités comprendront une étude de faisabilité pour les mécanismes d'assurance souveraine

Sous-composante 3.3 : Renforcer la capacité opérationnelle de résilience. Les activités comprendront : (i) Renforcement des capacités des agro-éleveurs en thèmes spécifiques pour la résilience; (ii) Assistance technique en genre, développement communautaire, changement climatique et environnement ; (iii) Acquisition d'intrants et de petits outillages agricoles pour pépinières de plantes fourragères ; (iv) Acquisition de chèvres croisées et des poules y compris de suppléments nutritifs et produits vétérinaires ; et (vi) Renforcement des capacités des directions techniques du MAEPE-RH (DHR, DGT, DESV, DAF, DP).

Composante 4 : Coordination et gestion du programme.

La composante appuiera le financement des frais de fonctionnement, y compris les frais de personnel et l'équipement des bureaux de la CEP; les structures de gouvernance du projet, les frais de fonctionnement et audit de projet.

PROJET PGIRE

COMPOSANTE 1 :

Amélioration de la disponibilité et de l'efficacité de la gestion de l'eau

Sous-composante 1.1 : Investissements Hydrauliques

- ❖ **Objectif:** Optimisation de la gestion publique/privée des ressources en eau par une mise à niveau des infrastructures hydrauliques.
- ❖ **Mise en Œuvre:** La sous-composante adoptera une approche GIRE dans une perspective de gestion de bassin versants. Elle concerne la réhabilitation et la réalisation d'une palette d'ouvrages hydrauliques avec comme enjeu principal de préserver l'environnement et d'intégrer la durabilité des investissements par rapport au changement climatique.
- ❖ **Réalisations prévues:** La priorité sera donnée à la mobilisation des eaux de surfaces. Concrètement il s'agit pour cette année:
 - De réaliser des études diagnostic et de faisabilité
 - 6 citernes familiales et 4 puits

- Des formations techniques pour la DHR

Sous composante 1.2: Gestion opérationnelle des services publics de l'eau

- ❖ **Objectif:** Déconcentration des services de la Direction des Ressource Hydrauliques par la création de deux bases régionales de maintenance des équipements hydrauliques, qui serviront également de point-relais pour l'organisation des autres services de proximité du MAEP-RH, en particulier ceux des directions DAF et DESV.
- ❖ **Mise en Œuvre:** Optique de renforcement des capacités de la DHR en termes d'infrastructures, équipements mais aussi de formation des techniciens/ingénieurs.
- ❖ **Réalisations prévues:** Les actions retenues pour chaque base comporteront la construction des locaux, hangars, l'acquisition d'engins et équipements. Il est aussi prévu de doter la DHR de logiciels de gestion et de former les techniciens à la maintenance des ouvrages. Concrètement il s'agit pour cette année de réaliser:
 - Acquisition SIG
 - Construction des bases
 - Acquisition des équipements et matériels

COMPOSANTE 2.1: Amélioration des moyens d'existence des ménages ruraux

- ❖ **Objectif:** Améliorer la performance des systèmes de production et renforcer les capacités des producteurs, pour encourager l'adoption de pratiques agro-pastorales résilientes à la sécheresse et aux autres effets du changement climatique.
- ❖ **Mise en Œuvre:** L'appui aux producteurs sera assuré en partenariat avec les Directions techniques (Agriculture, Elevage).
- ❖ **Réalisations prévues:** Concrètement il s'agit pour cette année de réaliser:
 - Sensibilisation amélioration des parcours
 - Mise en défens et régénération du couvert végétal
 - Services et conseils à l'éleveur
 - Amélioration des paramètres de reproduction
 - Formations et études

Sous composante 2.2: Agriculture

- ❖ **Objectif:** Améliorer la performance des systèmes de production et renforcer les capacités des producteurs, pour encourager l'adoption de pratiques agro-pastorales résilientes à la sécheresse et aux autres effets du changement climatique.

- ❖ **Mise en Œuvre:** L'appui aux producteurs sera assuré en partenariat avec les Directions techniques (Agriculture, Elevage).
- ❖ **Réalisations prévues:** Concrètement il s'agit pour cette année de réaliser:
 - Aménagements des jardins
 - Renforcement des capacités des agriculteurs
 - Acquisition matériels agricoles et Construction local de stockage
 - Etude

Sous composante 2.3: Amélioration des sources de revenus/Accès aux services de base

- ❖ **Objectif:** Principalement orientées vers les femmes et les jeunes la plupart des activités visent à renforcer les capacités de création d'emploi et de génération de revenus, faciliter l'accès à des services sociaux de base notamment l'alphabétisation et la santé et à rehausser le savoir-faire communautaire et individuel en matière de nutrition et sécurité alimentaire.
- ❖ **Mise en Œuvre:** Les AGR contribuent à la résilience des populations et les bénéficiaires recevront également un conseil technique pour gérer et développer leurs activités d'une manière écologiquement durable.
- ❖ **Réalisations prévues:** Concrètement il s'agit pour cette année de réaliser:
 - AGR
 - Alphabétisation fonctionnelle
 - Appui aux services de bases
 - Mères conseillères
 - Education nutritionnelle
 - **COMPOSANTE 3 : Appui institutionnel et développement communautaire**

Sous composante 3.2: Gestion et Coordination

- ❖ **Objectif:** La sous-composante portera sur la coordination et la gestion administrative, technique et financière du Projet; le suivi-évaluation des activités et des résultats du Projet; et la gestion des savoirs et la communication.
- ❖ **Mise en Œuvre:** Le PGIRE sera administré par une Unité de Gestion de Projet (UGP) placée sous la DHR, disposant de l'autonomie administrative et financière. La mise en œuvre du Projet sera fondée sur le principe du faire-faire à travers des conventions liées aux résultats avec les autres directions techniques concernées du MAEPE-RH: la DGT, la DAF et la DESV.
- ❖ **Réalisations prévues:** Concrètement il s'agit pour cette année de réaliser:

- Réhabilitation locaux
- Acquisition des mobiliers/équipements informatiques
- Acquisition véhicules
- Formations
- Salaires/Indemnités



PROJET DRY LAND

Le Projet DRYLAND a pris officiellement fin le 30 septembre 2022

Dans le cadre du projet DRY LAND, les activités réalisées en 2021 sont :

1. Composante 1 : Soutien aux systèmes de production communautaire

➤ Zone intervention Sud : Daasbyo

- Réhabilitation de 22 puits dans les périmètres agricoles de Doureh et Faradil (travaux de surcreusement de 3m, construction des parois et surélévation des margelles sur 1m)
- Installation de 16 pompes d'exhaure et de panneaux solaires au niveau de 16 puits pour 16 bénéficiaires



- Construction de 22 réservoirs de 32m³ pour 22 exploitants agricoles
- Installation de 18 serres dans 18 jardins



Il est noté que ces trois forages du projet sont équipés par l'énergie solaire et sont tous fonctionnels.

Finalisation la construction deux citernes enterrées de 100m³(10x5x2) à Dinamali dans la région Dikhil.

Construction d'une citerne enterrée à DEBNÉ (Tadjourah)

Ouvrage réalisé dans le cadre du programme ADIL financé par l'Union Européenne. Le projet profite à une population de près de 500 habitants.

3.1.2 Gestion de Parcours et Développement de Pâturage

Les activités réalisées par la Direction de l'Agriculture et de Forêt sont :

- L'Encadrement/Suivi et Formation des agriculteurs (Vulgarisation Continue des Cultures fourragères pour renforcer l'association agriculture/élevage par la plantation des espèces fourragères (espèces graminées et d'arbres et arbustes à Vocation fourragère et de haie brise-vent).
- Réception de 40 000 plants venus de l'Éthiopie.
- Distribution des plants d'ombrages aux 5 régions et les communes de la capitale.
- Production de 700 000 plants à usage multiple dans deux (2) pépinières étatiques (Ambouli et Attar).
- Mise à la disposition des tricycles citernes aux 5 régions de l'intérieur ainsi que de la Mairie pour l'entretien des arbres plantés dans les artères.
- Formation des membres des conseils de quartier de la ville de Djibouti sur la plantation et l'entretien des plants en collaboration avec la Mairie de Djibouti.
- Identification des producteurs de semence et des conseillers villageois

La Société Djiboutienne de Sécurité Alimentaire a réalisé les activités ci-dessous durant l'année 2021 :

État de lieu des activités des productions des plants réalisés par la Société Djiboutienne Sécurité Alimentaire (SDSA) du 1^{er} juin 2021 au 15 février 2022

➤ **Préparation des lits des sachets (planches)**

La SDSA a recruté un consultant chargé de mettre en place toute la partie technique (les planches, le travail du sol, dimension ect..). Les planches ont été dimensionnées et confectionnées en fonction du système d'irrigation.

Nous avons creusé des planches allant de 2 à 2,5 m², nivelées et ameublies jusqu'à 5 cm avec les mélanges des terres végétales. L'ensemble des planches de chaque bloc est numéroté et codifié par des lettres et des chiffres signifiant les quantités utilisées et les variétés semées.



Photo 1: Nivellement de la parcelle



Photo 2: Confection des planches

➤ **Préparation de terre d'empotage.**

En absence de sol humifère riche en élément nutritifs et léger, il a été décidé d'importer les terres végétales à PK 30. Nous avons utilisé un mélange de plusieurs composants pour obtenir de la terre d'empotage convenable tel que :

- ✚ Sol limon-argile
- ✚ Sol sablonneux
- ✚ Terreaux
- ✚ Boue de la station d'épuration des eaux usées de Douba



Photo 3 : Préparation des terres végétales

➤ **Remplissage et classement des sachets plastiques**

Les sachets ont été remplis directement à la main. On a tassé les sachets et on a laissé environ 2 cm pour les semis. Ensuite, les sachets remplis sont classés dans les planches de production ; protéger à leur base et autour de toutes les planches avec de la terre.

Les mélanges que composent les sachets sont le suivant :

- ✚ Une brouette des sables,
- ✚ Deux brouettes des argiles tamisées,
- ✚ 25 kg de terreaux,
- ✚ 10 kg de boues de station d'épuration (matière organique).



Photo 4 et 5 : Remplissage de sachets

Les techniciens de la SDSA nous ont fourni un tableau récapitulatif, les productions qui ont été effectuées dans les deux sites (voir ci-dessous):

Tableau 1 : Récapitulatif du nombre des sachets remplis par mois

Mois	Damerjog	Ambouli
Juin	20 000	0
Juillet	30 000	
Aout	25 000	20 000
septembre	40 000	50 000
Octobre	80 000	35 000
Novembre	85 000	8000
Décembre	105 000	7000
Janvier	120 000	5 000
Jusqu'a' 10 Février 2022	15 000	0
total	520 000	125 000

Au total il a été rempli 520 000 sachets à Damerjog et 125 000 sachets à Ambouli depuis le démarrage du projet.

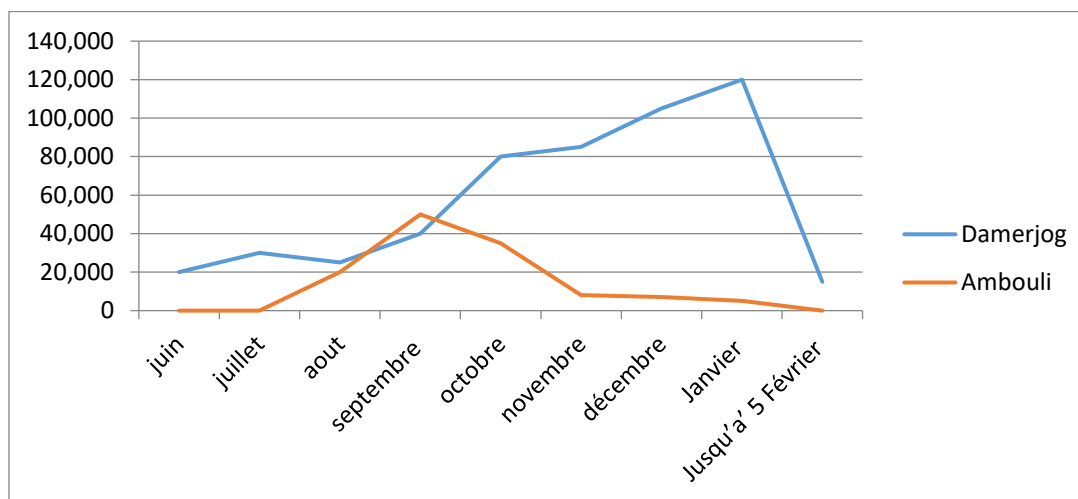


Figure 1 : Remplissage des sachets en fonction des mois et par site

Tableau 2: Production des plants par espèce 1^{er} phase (1er juin au 30 novembre) :

Espèces	Quantité des plants produits par site	
	Damerjog	Ambouli

conocarpus	20 000	15000
ziziphis	7000	1000
tamarinier	8000	-
Flamboyant	15 000	-
Terminalia brown	5000	5000
Albizia ou acacia de Constantinople	15 000	3000
Faux poivrier (shinus molle)	10 000	13000
Faut neem (Melia azedrach ou lilias de perse)	10 000	-
Cassias de siema	5000	2000
Thevecia :	3 000	15 000
Ficus	10 000	15 000
Dobera glabra	6000	-
Moringua	20 000	
Leucena	35 000	5000
Vernis de japon	20 000	15 000
Neem	15 000	12 000
Palmier doum	10 000	-
Pithecelobium dulce	6000	3000
Badamier	5000	1000
Acacia	15 000	-
Total	240 000	105 000

Il a été utilisé 1 à 2 graine par sachet, au total 345 000 sachets ont été semés :

Les résultats :

Tableau 3 : Résultats de la production de plants

Désignation	Nombres des plantules produites	Nombre de plantules perdues	Nombre de plants réussis
production de plants	345 000	92 700	252 300

A la lecture de ce tableau, il ressort que 73 % (252 300 plants) des productions des plantules ont été réussies et 27% (92 700 plants) des productions ont été perdues.

Les pertes des plantules sont dues :

- Peu de graines ont été mises dans les sachets :
- Faible quantité de terreaux utilisés pour le semi,
- Faible taux de germination (possibilité de mauvaise qualité des semences ...),
- Une forte chaleur (été).



Photo 6 et 7: Plantules perdues

Distribution des plants :

La SDSA a planifié la distribution des plants en deux étapes:

1^{er} étape : Un cahier de livraison a été mis en place dans la ferme pour toute personne désirant prendre les plants.

2^{eme} étape : La catégorie concernant les institutions publiques, privé.

Les Associations et coopératives seront munis d'un bon de livraison signé par le Directeur de l'Agriculture et de Forêts pour une gestion efficace et efficiente dans un souci de traçabilité lors de la distribution des plants.

Tableau 4 : Récapitulatif de distributions des plants

Désignation	Damerjog	Ambouli	Total
Production totale des plants	148 800	25 000	173 800



Photo 8,9,10,11 : Distribution des Plants

Nous avons effectué un inventaire des plants, le résultat est résumé dans le tableau ci-dessous

Tableau 5 : Récapitulatif de plants disponibles

Désignation	Damerjog	Ambouli	Total
tous plants confondus	48 500	30 000	78 500

Après la distribution, les plants disponibles dans les deux sites étaient de 78 500 plants.

Appui technique aux agro-éleveurs

Dans les cadres des renforcements des capacités techniques, la SDSA en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a signé un protocole d'entente le 30 septembre 2021 pour fournir une assistance technique pour la construction 15 tunnels serres dans les périmètres agropastoraux des démonstrations (PADs).

Construction des serres

Conformément au protocole d'entente, la SDSA a diligenté une équipe technique pour construire 7 serres avec la participation financière de la FAO. Nous résumons dans ce paragraphe les différentes étapes de la construction de tunnels.

- Choix de l'emplacement,
- Préparation de terrain pour l'implantation de la serre,
- Assemblage et constitution de tunnels serre,
- Montage de la serre.



Photo 12 et 13 : Assemblage des matériels et équipement de tunnel

Tableau 6 : Nombre de serres par site

Sites	Quantité des tunnels serres	Résultat
Damerjog	2	7 serres ont été construites
Douda	1	
Doudoubalaleh	2	
Abaitou	2	
As Eyela	1	

Photos: 14,15,16,17 et 18: État des serres

Region/site

Photos

ARTA



PAD d'Attar



PAD de Douda

Dikhil



PAD d'Abaitou



PAD As Eyla

Ali Sabieh



PAD de Doudoubalaleh

Formation:

Dans le cadre du projet Rising DJIBOUTI N°125202, le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Elevage, de la Pêche et de Ressource Halieutique représentée par la Société Djiboutienne de la sécurité alimentaire (SDSA) et le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) ont signé un protocole d'entente.

L'objet du protocole d'entente était d'apporter une assistance technique aux coopératives agropastorales. A cet effet, le MAEPE-RH et le PNUD ont choisi trois préfectures de l'intérieur pour lancer l'assistance technique et ont porté leur choix sur :

- La fourniture des intrants agricoles de base,
- La formation,

Par ailleurs, le non maitrise des techniques de productions et l'acquisition des intrants de qualités constituent une des barrières aux développements de la filière agricole dans notre pays.

C'est dans cette optique qu'une session de formation a été lancée du 22 Novembre 2021 au 20 Décembre 2021 sur « la bonne pratique de production en culture maraichère ». Elle s'est déroulée dans les préfectures : d'Arta (site Douda, Damerjog), Ali-Sabieh (site Assamo, Doudoubalaleh, Ali-Adde) et Dikhil (site As Eyla) qui regroupent au total 400 participants.

Durant le parcours, la formation a été honorée par la présence des hautes personnalités :

- L'ambassadeur résident des États Unis à Djibouti,
- Le sous-préfets des régions d'Ali Sabieh et Dikhil,
- La représentante résidente du Programme des Nation Unies pour le développement(PNUD),
- L'Adjoint du Représentant du PNUD,
- Les représentants Word végétales,

La formation a été menée par les experts du MAEPE-RH appuyé par des consultants externes.

➤ **Résultats de la formation :**

Nous avons constaté que la participation des femmes est beaucoup plus important que les hommes.

Les résultats en termes de produits sont résumés dans les tableaux suivants :

Tableau 7 : Nombre et pourcentage des participants par site

Date	Lieu	Nbre Homme	% de participant Homme	Nbre femme	% de participant Femme	Nbre total
20/ au 25/12/2021	Damerjog	20	36	35	64	55
20/ au 25/12/2021	Douda	48	56	38	44	86
01/ au 06/12/2021	Assamo	25	39	39	61	64
01/ au 06/12/2021	Ali Addé	5	25	15	75	20
07/ au 11/12/2021	Doudoubalaleh	12	41	17	59	29
13 au 20/12/2021	ASYELA	75	51	70	49	145
Total		185		214		399



Photos : 19 et 20 Préparation de la planche pour la pépinière et entretien de des cultures



➤ **Distributions des intrants et outils agricoles**

Les coopératives des préfectures d'ARTA et ALI Sabieh ont bénéficié des outils fournis par le PNUD dans le cadre de lancement Rising DJIBOUTI N°125202.

Tableau 8 :Distributions des intrants et outils agricoles

Désignation	Arta	Ali Sabieh
nombre des bénéficiaires	80	110



Conclusion et perspectives

Tableau 9 :Récapitulatif du nombre de plants produits

Espèces	Nombres des plants produits	nombre des plants perdus	Nombre de plants distribués	Nombre de plants disponibles
conocarpus	35 000	8 000	20 000	7 000
ziziphis	8000	1500	6000	500
tamarinier	8000	2000	6000	0
Flamboyant	15 000	7000	8 000	0
Terminalia brown	10 000	3000	7 000	0
Albizia ou acacia de Constantinople	18 000	7500	10 500	0
Faux poivrier (shinus molle)	23 000	12 500	10 500	0
Faut neem (Melia azedrach ou lilias de perse)	10 000	3000	7000	0
Cassias de siema	7000	1500	3500	2000
Thevecia :	18 000	7200	9800	1000
Ficus	25 000	4500	10 000	10 500
Dobera glabra	6000	1000	3 000	2000
Moringua	20 000	5000	10 000	5000
Leucena	40 000	7 000	13 000	20 000
Vernis de japon	35 000	6 000	10 000	19 000
Neem	27 000	3000	21 000	3 000
Palmier doum	10 000	2500	5000	2500
pithecelobium dulce	9000	1500	7000	500
Badamier	6000	2000	3500	500
Acacia	15 000	7000	3000	5 000
Total	345 000	92 700	173 800	78 500

Dans l'ensemble toutes les activités ont été réussies malgré le retard d'approvisionnements en semences. En total 645 000 sachets dont 345 000 ont été semés en 2021 et 300 000 sachets ont été procédés du 15 février au 25 février 2022. Les taux de réalisation de productions par rapport au résultat attendu est de 64,5%.

Dans le cadre de l'accompagnement, des séances de formations pratiques et 7 serres ont été réalisées dans les PADs pour les agro éleveurs des régions d'Arta, Ali Sabieh, Dikhil.

Toutefois, il reste 7 serres de 300 m² à construire dans le 1^{er} semestre de l'année 2022 et 355 000 plants à produire respectivement 175 000 plants à Ambouli et 180 000 plants à Damerjog sur le 6 mois avenir et se dérouleront comme suit.

Tableau 10: Production des plants prévisionnel

Mois	Damerjog	Ambouli
Mars	60 000	60 000
Avril	60 000	60 000
Mai	60 000	55 000
Total	180 000	175 000

Le Projet DRYLAND a pris officiellement fin le 30 septembre 2022

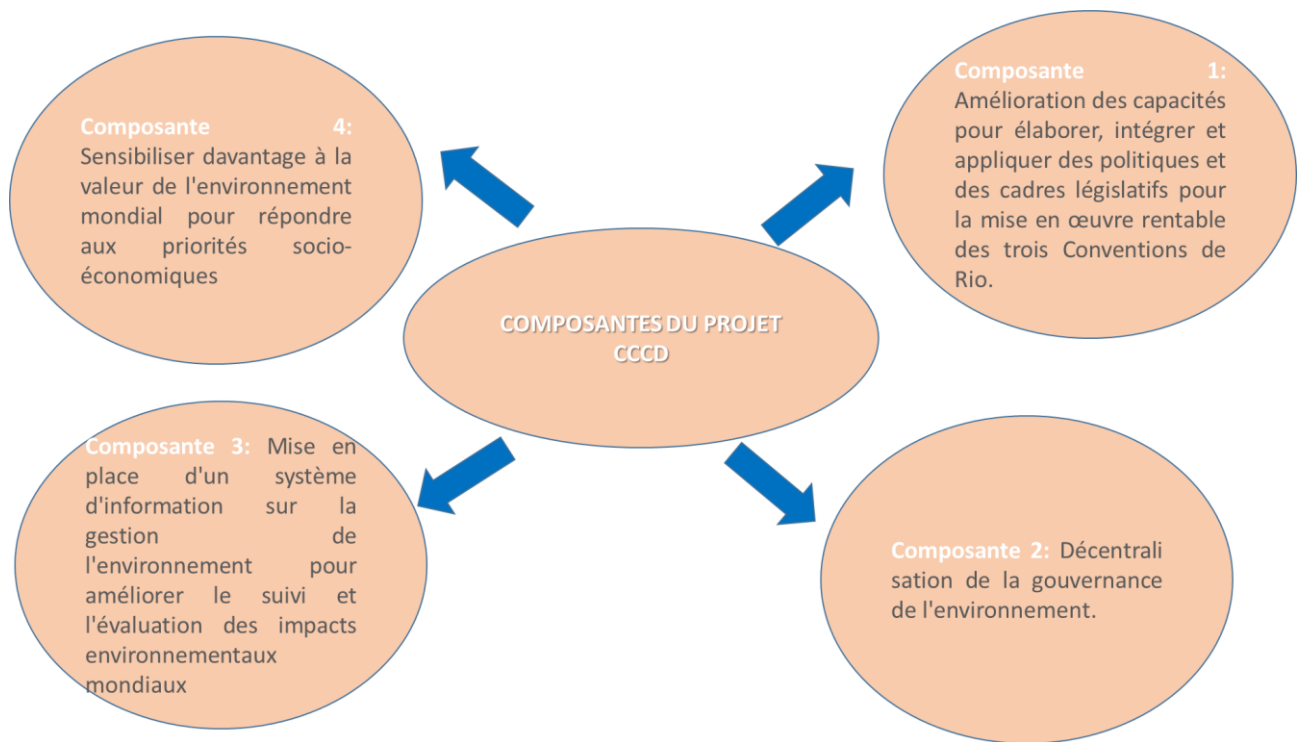
3.1.3 Développement et Gestion appropriée pour la durabilité et l'accès

3.1.4 Gestion Environnemental et Biodiversité

Projet de Renforcement des capacités nationales pour améliorer la prise des décisions et l'intégration des obligations environnementales mondiales

Ce Projet a officiellement pris fin en Juin 2022.

Le projet vise à renforcer les capacités nationales afin d'intégrer dans les planifications nationales et locales les obligations des trois Conventions de Rio: UNCCD (1997), UNCBD (1996) et UNFCCC(1995):



Projet Hanlé

Nom du projet	Mise en œuvre des technologies d'adaptation dans les écosystèmes fragiles des plaines centrales de Djibouti
Objectives stratégiques	Adaptation au changement climatique
Portée géographique	National
Sites pilotes du projet	Zone côtière de Tadjourah et la plaine de Hanlé
Organisme d'exécution du projet	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) – Direction de l'Environnement et Développement Durable (DEDD)
Organisme de mise œuvre du projet	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
Durée du projet	72- mois
Cout du projet	7 360 000 US\$
Bailleur de fonds	Fond pour l'Environnement Mondiale (FEM)

A Tadjourah (Raysali)

Atelier de formation sur les techniques de restauration et la gestion durable des mangroves. L'objectif de l'atelier est d'offrir une formation pratique sur les techniques de restauration et la gestion durable des ressources de mangroves. En vue de cela, étaient visés des participants capables de restituer la formation dans les sites choisis afin de procéder concrètement aux travaux de reboisement de la mangrove.

4 hectares de mangrove ont été reboisés, et actuellement les plantes sont bien adaptées aux conditions climatiques.

Dikhil (Hanlé 1 et 2)

Finalisation des travaux d'extension de la pépinière de Koudi-Koma.

Finalisation la clôture du deuxième périmètre de reboisement de 5hectares à Koudi-Koma afin d'éviter l'introduction des bétails à l'intérieur. Finalisation de la plantation dans le premier périmètre de 5h et lancement de la plantation dans le second périmètre de reboisement de 5hectares. Entre avril et octobre, deux hectares ont été reboisé dans les périmètres de reboisement de Koudi-Koma.

Il est noté que ces plantes serviront à moyen terme de brise-vent afin de protéger les récoltes contre les vents forts de Hanlé et contribuent également à la protection de la biodiversité et l'absorption des CO₂ atmosphériques.

-Plantation de 500 arbres à Obock dans le cadre du programme ADIL financé par l'Union Européenne, les bénéficiaires sont les habitants de la ville d'Obock, près de 15 000 habitants

3.1.5 Accès garanti à des sources d'énergie abordables, fiables, durables et renouvelables

Etat d'avancement des projets de résilience - Secteur Energie- Djibouti

Tableau résumant les principaux projets Énergie en cours.

Nom du projet	Agence de financement	Activités réalisées	Impact sur la population	Nombre des bénéficiaires	Avancement (%)
Projet d'Électrification Durable (PED)	Banque Mondiale	- Etude faisabilité finalisé - DAO Phase I finalisé : Création et Extension des réseaux à Djibouti ville -DAO Phase II finalisé : Création et Extension des réseaux dans les régions (ARTA , ALI-SABIEH, Dikhil, Tadjourah et Obock) -Acquisition des équipements pour les phases I & II	Amélioration de l'accès à l'électricité	3000 foyers en zone périurbaine raccordés au réseau électrique	100 %

		<ul style="list-style-type: none"> - Etudes dans les régions réactualisées - Réalisation des travaux Phases I & II 			
Projet d'Extension de la mini-centrale Solaire Ali Addeh	Banque Mondiale	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité finalisée ; - Elaboration du DAO et appel d'Offre ; - Recrutement de la société de construction en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'électricité ; - Production de 187 kW d'énergie solaire 	3 700 habitants (population autochtone) et 15 759 réfugiés	50 %
Projet parc éolien Goubet 60MW	Africa Finance Cooperation	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de construction du parc éolien finalisés ; - Travaux de construction de la ligne d'interconnexion Jaban'As – Goubet finalisés ; - Travaux de construction des postes de transformateurs en cours en de finalisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'électricité ; - Production de 60MW d'énergie éolienne 	L'ensemble de la population de la ville de Djibouti et celle des régions connectées au réseau	90 %
Projet de construction d'unité solaire de dessalement d'eau d'une capacité de 100 000 L à Goubet		<ul style="list-style-type: none"> - Identification du site d'installation d'une unité de dessalement de l'eau de mer, - Acquisition des autorisations administratives en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'eau ; - Fourniture de 100 000 L d'eau potable 	100 - 200 ménages de la région de Lac Assal - Goubet	40 %
Projet mini-centrale Solaire PV(photovoltaïque) du village Moumina 1	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> - Signature d'un MOU avec le DEDD ; - DAO et appel d'Offre ; - Recrutement d'une Société de construction ; - Travaux de construction de la mini-centrale en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'électricité ; - Production de 60 kW d'énergie solaire 	100 ménages seront électrifiés	70%
Projet mini-centrale Solaire PV(photovoltaïque) du villaged'Assamo	MERN	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté pour le terrain ; - Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres & lancement Appel Offres ; - Recrutement d'une société pour la construction de la mini-centrale. - Travaux de construction de la mini-centrale solaire PV en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'électricité ; - Production de 120 kW d'énergie solaire. 	350 ménages seront électrifiés	45 %

Projet mini-centrale Solaire PV(photovoltaïque) du village de Goubetto	MERN	- Arrêté pour le terrain ; - Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres & lancement Appel Offres ; - Recrutement d'une société pour la construction de la mini-centrale. - Travaux de construction de la mini-centrale solaire PV en cours.	- Amélioration de l'accès à l'électricité ; - Production de 40 kW d'énergie solaire	650 ménages seront électrifiés	80%
--	------	---	--	--------------------------------	------------

3.1.6 Gouvernance Foncière

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport.

3.2 PIA 2: Accès aux marchés, au commerce et aux services Financiers

3.2.1 Développement des Marchés et Transport

Aucune information trouvée ??

3.2.2 Assurer la mobilité de l'élevage et commerce transfrontalières

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport.

3.2.3 Accès à des services financiers sécurisés et abordables

Aucune information trouvée ??

3.2.4. Renforcement régional et commerce transfrontalière

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport.

3.3 PIA 3: Amélioration de Production et Diversification de mode de vie

3.3.1 Production et Productivité animale

Amélioration de l'élevage :

- ✓ Acquisition des chèvres locales pour repeuplement
- ✓ Activités du Laboratoire de Diagnostic des maladies

Le Laboratoire de diagnostic des maladies joue un rôle important au niveau national, dans la surveillance des maladies animales et la supervision du laboratoire du centre de quarantaine de Damerjog. Les résultats des analyses pour 2021 sont résumés ci-dessous :

Tableau : Analyse du Laboratoire de Diagnostic des maladies animales

Espèces	Maladies	Nombre des échantillons	Test utilisé	Positifs	Négatives	remarques
Bovins, caprins, ovins, camélins	Brucellose	1833	RBT	16	1817	
Volailles	GA	15	Test rapide	0	15	
Petits ruminants, camélins	PPR	2016	ELISA	388	1628	
Petits ruminants, camélins	RVF	1800	ELISA	0	1800	
Petits ruminants	CCPP	1696	ELISA	28	1668	
Bovins, ovins, caprins	Parasitologie	32	Sédimentation Flottation	4	28	

3.3.2 Production and Productivité des cultures

La Direction de l'Agriculture et du Forêt a réalisé les activités ci-dessous :

- L'Encadrement/Suivi et Formation des agriculteurs (Vulgarisation Continue des Cultures fourragères pour renforcer l'association agriculture/élevage par la plantation des espèces fourragères (espèces graminées et d'arbres et arbustes à Vocation fourragère et de haie brise-vent).
- La mise à disposition aux agriculteurs d'intrants agricoles (semences maraichères, fourragère, etc.)
- Distribution de kits d'outillage et de motopompes pour les agriculteurs.
- Réception de 40 000 plants venus de l'Éthiopie.
- Distribution des plants d'ombrages aux 5 régions et les communes de la capitale.
- Mise à la disposition des tricycles citernes aux 5 régions de l'intérieur ainsi que de la Mairie pour l'entretien des arbres plantés dans les artères.
- Production de 700 000 plants à usage multiple dans deux (2) pépinières étatiques (Ambouli et Attar).
- Formation des membres des conseils de quartier de la ville de Djibouti sur la plantation et l'entretien des plants en collaboration avec la Mairie de Djibouti.
- Entretien et plantation des arbres sur les principales artères de la Capitale pour améliorer l'environnement urbain et périurbain.
- Participation au suivi de la pollinisation, entretien et récolte du palmier dattier : formation et encadrement des agriculteurs en techniques de pollinisation et d'entretien du palmier dattier.
- Formations des agents de la DAF et des sous-directions sur les méthodologies de prospections et de lutte antiacridienne.
- Réception de l'aéronef pour la lutte contre le criquet.

PROJET HANLE

Composante 2 : Réhabilitation des écosystèmes, rétablissement et résistance

a. Activité de restauration d'Acacia à Hanlé

- **Pépinière d'acacia**

Une pépinière d'acacia des capacités de production de 6 000 plants est construite et finalisée en avril 2021. Les activités de la pépinière sont mise en place des sachets plastique remplis par de terre végétal et semis par le pépiniériste et son adjoint. Les espèces semées sont des espèces endogènes en majorités des espèces d'acacia, la liste des espèces est les suivantes.

1. *Acacia nilotica*

2. *Acacia Asak*

3. *Acacia Tortilis*

4. *Acacia flava*
5. *Acacia seyal*
6. *Acacia senegal*

7. *Acacia melifera*
8. *Salvadora persica*
9. *Moringa perigrina*

10. *Dobera glabra*
11. *Moringa olefera*
12. *Azadiracta indica*



Photo : la mise en place de la pépinière

Le projet a également mis en place une pépinière à Lilya-bouri afin de multiplier le reboisement et atteindre le cible de 15 ha de reboisement. Ce dernier est construit et finalisé en juillet dernier. Les activités ont démarré suite au recrutement d'un pépiniériste sous la supervision de consultant chargé de reboisement.

La pépinière d'une superficie de 120 m² à une capacité de produire de 3 000 plants deux fois dans l'année.

Lors de démarrage, les sachets polyéthylène ou sacs pépinières sont remplis par de terre végétal, aligné par groupe de rangé de 100. Ensuite le semis des graines des acacias sont effectuée.



Photos : pépinière de Lilya-bouri

- Site de reboisement à Lilya-bouri

Nous avons initié le reboisement à Kouidi-koma, actuellement le projet essaie d'étendre le reboisement d'acacia au-delà de Kouidi-koma, ici à Lilya-bouri, nous construisons un périmètre de 5ha de reboisement à l'Est du périmètre agricole existant. Cette dernière permettra la protection contre l'ensablement et le vent

pour le périmètre agricole ainsi va contribuer la cible de reboisement et des régénérations des espèces endogène. La multiplication de couverture végétale dans la plaine de Hanlé.



Photo : grillage et adduction de périmètre de reboisement à Lilya-bouri.

- **reboisement d'acacias**

Le site de reboisement est situé à côté de l'est du périmètre agropastoral de Kouidi-koma, le site de reboisement est choisi comme endroit, pour la protection de périmètre contre le vent est l'ensablement.

En janvier 2021, environ 1000 plants sont replanté sur le second périmètre de 5ha de reboisement à Kouidi-koma.



Photo : le site de reboisement

A Lilya-bouri (Hanlé 2), nous allons construire un périmètre de 5ha pour le reboisement, deux entreprises recrutées, une pour la pose de grillage galvanisé et l'autre pour l'adduction secondaire dans le périmètre. Ces activités vont bientôt démarrer.

b. Activités de restauration de la mangrove dans la région de Tadjourah

L'activité de mangroves est composée de la pépinière et de site des replantations.

o Pépinière de la mangrove

Une pépinière de mangrove capacités de production de 5 000 plants est mise en place à Raysali (Tadjourah), ce pépinière produit deux fois dans l'année les plants a stade des replantations. L'espèce semée est les palétuviers.



Collecte et traitement des graines de mangrove, et



Photos : semis et plants de mangrove,

- **Le site de reboisement**

Le site de reboisement de Raysali contient près de 4 ha dont les plants sont en grande partie grandis et d'autre prend petit à petit la hauteur en fonction de l'année, comme la mangrove a une croissance lente.



Photo : Mangrove de Raysali

Samedi 05 Juin 2021, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable Son Excellence Monsieur Mohamed Moussa Abdoukader Helem, à la tête d'une importante délégation composée du préfet de la région de Tadjourah, du président du conseil régional de Tadjourah, des députés de la région, du représentants du PNUD, des chefs coutumiers et des hauts cadres du ministère, à célébrer la journée mondiale de l'environnement et une visite sur l'état d'avancement et plantation de mangrove dans le cadre du projet.

Composante 3 : Des moyens de subsistance durables et résistants

○ Agriculture

Les activités des périmètres agropastoraux de Hanlé sont encore les seules qui sont fonctionnels il s'agit en l'occurrence des périmètres de Koudi-koma et celui de Lilya bouri, et ceux de Tadjourah sont en cours de commencement il s'agit de Kalaf, Adbouya, sourate. Darkenlé le périmètre est en cours de construction. Des protections contre le leucena réussissent petit à petit sur les parcelles afin de protégé la culture.



Photos :

fourrage dans le périmètre A Hanlé

- Formation & sensibilisation sur la bonne pratique de parcelles

Cette formation s'inscrit dans le cadre de renforcement des bénéficiaires du périmètre dans la gestion de l'ensablement et constitution d'une haie vive antiérosive capable d'endiguer sur le long terme les dégâts dus aux dunes mouvantes sur le périmètre. Cette formation consiste à former d'abord les bénéficiaires sur la préparation du sol notamment le traçage et marquage de la ligne à planter, ensuite la technique de trouais on c'est-à-dire la réalisation des tranchés devant abriter les plants et enfin la plantation proprement dite.





Photo : la mise en place de palmiers comme brise vent à Lilya-bouri

Les activités des périmètres agricoles dans le région de Tadjourah débute par la formations, se déroulé d'abord sur Ad-bouya puis à Kalaf, une rencontre tenue avec les communautés bénéficiaires, sur l'explication et l'initiation de l'agriculture, a Ad-bouya il fait 16 bénéficiaire au total sur 2ha et à Kalaf 60 bénéficiaires sur 10ha. Après la formation des critères de la gestion des parcelles, il y a eu d'abord la parcellisation du périmètre pour Ad-bouya et la distribution de kits agricoles pour le démarrage de la préparation de terre afin d'initier les différentes cultures.



Photos : Formations sur la gestion des parcelles & parcellisation à Ad-bouya.

Initiation de la culture de la protection et d'ombrage à Adbouya, il s'agit de leцена .



Photo : parcelle exploitée au périmètre de Kalaf



Photo ; récolte de pastèque à Adbouya.

3.3.3 Développement de Ressources Halieutique et Apiculture

BILAN DES ACTIVITES DE LA DIRECTION DE LA PECHE

Collecte des données statistiques

Dans une perspective d'améliorations des données statistiques, la Direction de la Pêche en partenariat avec la FAO a mis en place le 12 Août 2019, une base des données modernes utilisée dans le monde entier et qui se dénomme « OPEN ARTFISH ».

Le système de collecte de données se base sur un échantillonnage aléatoire stratifié. Deux strates sont conçues à savoir une strate pour le port Djibouti qui est le principal site du pays, tandis qu'une deuxième strate se compose des trois autres sites de débarquement (Tadjourah, Obock et Loyada). La méthodologie de l'échantillonnage est aussi fondée sur quatre unités de pêche homogènes qui combinent deux engins de pêche (filets et lignes) avec deux catégories d'embarcation (catégories A et B).

L'application installée dans les tablettes comprend le formulaire à remplir. Chaque énumérateur a reçu une tablette pour la collecte des données d'échantillonnage.

Une fois reçue, le superviseur s'assure de la qualité des données primaires, vérifie les valeurs aberrantes et prend des actions correctives si nécessaire.

Le logiciel génère des estimations de capture et leurs valeurs par espèces ou groupe d'espèces sur la base des échantillonnages des débarquements et des prix du poisson/kg. Les données sont produites par mois, par an, par strate (ou port), et par unité de pêche.

Déploiement des enquêteurs de la DP

L'équipe des énumérateurs comprend 8 agents, dont 5 basés au port de Djibouti, un énumérateur basé à Obock, un autre récemment affecté à Tadjourah, et un autre à Loyada. La collecte des données est effectuée quotidiennement durant 5 jours par semaine à partir de 6 heures du matin.

Estimation des captures totales en Poids (tonne) et en valeur (FDJ) dans les différents sites de débarquements

Le secteur de la pêche a enregistré en 2021 de captures débarquées de 3096 tonnes pour une valeur commerciale estimée de 1 430 696 000 FDJ. (Tableau 1). 82% de ces captures sont débarquées au Port de Pêche, 8% à Obock et environ 5% dans les deux autres sites de débarquements (Loyada et Tadjourah).

Tableau: Captures totales en Poids (tonne) en valeurs dans les différents sites de débarquements

Site de débarquement	Poids (Tonne)	Valeur (FDJ)
DJIBOUTI	2529.1	1 237 909 000
LOYADA	162.9	56 768 000
OBOCK	233.3	81 094 000
TADJOURAH	163.6	54 925 000
Total	3088.9	1 430 696 000

Source: DP, 2021

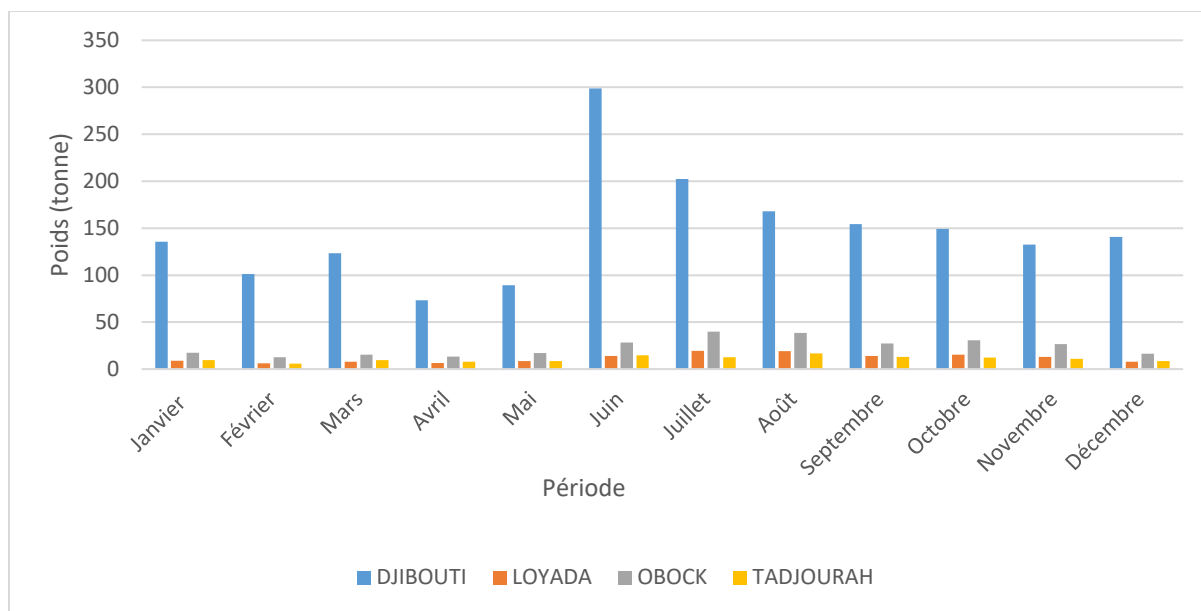


Fig.3 : Evolution mensuelle de la production par site de débarquement

Estimation des captures totales en poids (tonne) et en valeur (FDJ) par groupe d'espèces et par an

L'analyse des données statistiques des captures sur OPENARTFISH a permis d'identifier 33 espèces capturées dans les eaux djiboutiennes au cours de l'année 2021. Il en ressort de cette analyse que les espèces les plus pêchées à Djibouti sont le Thon mignon, le Sauter taleng et le Carangue lentigine qui représentent respectivement (16%), (9%) et (7%) des captures totales des espèces débarquées à Djibouti, suivies de Carangue vorace (6%). Voir (Figure 3).

Du point de vue économique, en termes de chiffre d'affaire annuel, nous pouvons déduire trois catégories de valeur marchande pour les poissons :

La première, celle dont la valeur dépasse les 150 Millions de Franc Djiboutien celle-ci englobe le Thazard et le thon mignon ;

La seconde, comprise entre 70 et 100 millions de FD, représentée par les espèces : Sauter taleng, Carangue Lentigine, Carangue vorace et Barracudas etc ;

La troisième comprise entre 20 et 70 millions de FD, représentée par les espèces : Thonine, Grand barracuda et Empereur mahsena etc ;

La troisième, inférieure à 20 Millions de FD qui regroupent les vivaneaux de mangrove ; Mérrou, Espadon et Carangue tête, etc (Tableau 2).

Tableau: Captures totales par groupes d'espèces en poids (tonne) et en valeur (FDJ)

N°)	Année	2021	
	Espèces	Poids (tonne)	valeurs (FDJ)
1	Thon mignon/Zeinub	483.9	179525

2	Sauteur taleng/ Hilf/Dourab	274.6	93756
3	Carangue lentigine/ Bayad	214.5	98017
4	Thazard Derak	192.4	199751
5	Carangue vorace/Houdar	188.5	89021
6	Thonine orientale/Cherwa/Kawakawa	188.3	61634
7	Chinchards, carangues, carangidés nca	184.2	80842
8	Barracuda Jello/Noir	179.2	83613
9	Grand Barracuda/Blanc	119.9	55853
10	Dorade autres	113.1	57621
11	Empereur mahsena/Dorade/Mahsena	101.9	53565
12	Mulet/Arabi	88.4	43740
13	Antak/Colas Dentu	79.9	41560
14	Autres merous	78	40511
15	Espadons, Makaires,marlins,voiliers nca	60.7	16479
16	Mafou-Sakla	51.3	27532
17	Bohar	48.1	26680
18	Poisson chat	46.5	15007
19	Seriote/dermella	40.5	17027
20	Carangue tetue/Gorun	36.2	14840
21	Merou areole	35.7	20299
22	Vivaneau des mangroves/Sifane	33.5	15053
23	Poissons marins nca	33.5	16272
24	Barracudas	25.4	8872
25	Merou/Koshar	25.2	12363
26	Sole autres	19.1	7408
27	Autres Lutjanidae/Vivaneaux	13.1	7256
28	Thons Thunnus nca	8.1	2917
29	Ceinture/Abessa	5.9	1267
30	Albacore	3.3	707
31	Merou/Khol khol	3.3	2023
32	Requins	111.1	37259

33	Langouste	1.6	2426
	Total	3088.9	1430696

Source: DP, 2021

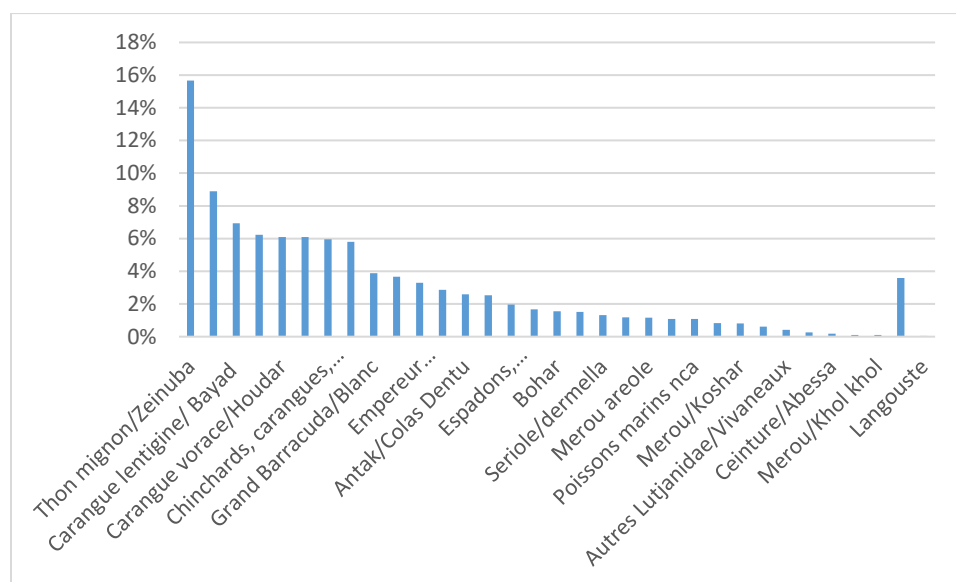


Fig.: Pourcentage des espèces débarquées par rapports aux captures totales

3.6.2.5 Estimation des CPUE en kg/jour et par catégorie d'embarcation

L'analyse des données en utilisant OPENARTFISH a montré que la production des embarcations de catégorie A représenté environ 12.6% des captures totales tandis que l'effort de pêche journalier de la même catégorie est beaucoup plus important. L'effort de pêche journalier pour un bateau de catégorie A est de 246 kg. Il est supérieur l'effort de pêche des embarcations de catégorie B.

Tableau: CPUE par catégorie d'embarcation

Catégorie	CPUE (kg/jour)	Capture (tonne)
CatA	246	389.8
CatB	155.01	2699.1
Total	401.01	3088.9

Source: DP, 2021

3.6.2.6 Estimation de la CPUE en kg/ jour et par unité de pêche.

Le résultat de l'analyse démontre que les lignes utilisées à bord des embarcations de catégorie B (CatB Ligne) sont les plus grands contributeurs à la capture totale (environ à 48% de captures). Alors que les embarcations de catégorie A Filet détiennent la plus grande valeur de capture par unité d'effort.

Tableau :CPUE en KG/jour par catégories d'embarcations et par unité de pêche

Unité de pêche	CPUE (kg/jour)	Capture (tonne)
CatA Filet	123.68	199
CatA Ligne	122.32	190.8
CatB Filet	83.8	1218.5
CatB Ligne	71.21	1480.6
Total	401.01	3088.9

Source: DP, 2021

3.3.4 Diversification de Revenu

Formation des agro-éleveurs

Formation des agro éleveurs à la production, transformation et commercialisation

En accord avec le nouveau Plan de passation des marchés approuvé par la KfW, cette activité sera réalisée par la Direction de l'Agriculture du MAEPE-RH. En effet, cet arrangement est préférable par rapport à d'autres hypothèses soit du point financier que technique, étant donné que le Ministère, à travers les Sous-directions régionales, peut assurer une présence de terrain durable pour les services d'assistance-conseil. La lettre d'invitation et les termes de références ont été envoyés au Directeur de l'Agriculture, qui par la suite désignera le personnel technique en charge de l'activité.

1. Composante 3 - Amélioration du cadre de vie et des revenus

Selon le nouveau plan budgétaire, la Composante 3 est articulée en trois sous-composantes, à savoir la Sensibilisation des bénéficiaires, les Activités génératrices de revenus et l'Approche financière participatif.

Sensibilisation des bénéficiaires

Campagne de sensibilisation des populations (50% de femmes) sur les thèmes: genre, hygiène, VIH-SIDA, nutrition, MGF, changement climatique.

Après l'approbation par la KfW de l'avenant au contrat de D-Consulting, de séances d'information et de sensibilisation sur plusieurs thèmes du cadre environnemental et social, tels que genre, hygiène, prévention des maladies transmissibles, nutrition et changement climatique, ont eu lieu dans les villages à partir du 10 Aout. Cette campagne de sensibilisation sera complétée à la fin du mois de Septembre.

Activités génératrices de revenus

Appui aux activités génératrices de revenus

Les groupes AGR ciblés sont 13, dont 7 sont des associations de femmes et 4 associations de jeunes, qui avaient été retenus sur la base des estimations des possibles chiffres d'affaires. La plupart des AGR sont situés à Yoboki et à As-Eyla, c'est-à-dire dans les sites plus urbanisés, qui offrent donc majeures opportunités commerciales. Toutefois, d'autres AGR pourraient s'ajouter par la suite, en particulier groupes féminins pour la transformation des produits agricoles et la commercialisation de viande et lait.

Le Projet fournira aux AGR ciblés des matériels et des services demandés par les groupes bénéficiaires et considérés appropriés par la CEP sur proposition de D-Consulting. Ces matériels seront achetés soit par des procédures de passation de marché, lors que leur coût dépasse le seuil établi pour l'attribution directe, soit par de contrats tripartites avec les groupes bénéficiaires et les fournisseurs choisis par les mêmes groupes, en accord avec les principes de l'approche financier participatif.

Le tableau suivant donne un aperçu des activités AGR dans les différents sites d'intervention du Project, et de la valeur de l'appui du projet pour chaque groupe (le détail des matériels et services pourvus aux groupes AGR).

Site	Groupe Bénéficiaire	Secteur	Cout des matériels (DJF)		
			Contrat tripartite	Passation de marché	Total
Agna	Comité villageois	Charbon de Prosopis	200.000	1.021.290	1.221.290
Agna	Association des femmes	Artisanat	1.450.000	750.000	2.200.000
As-Eyla	Coopérative Gobaad	Agriculture		699.560	699.560
As-Eyla	Association de développement	Menuiserie	88.500	1.114.352	1.202.852
As-Eyla	Association des femmes	Artisanat	650.000	4.300.000	4.950.000
Daoudoya	Association des femmes	Artisanat	850.000	750.000	1.600.000
Sankal	Association des femmes	Artisanat	650.000		650.000
Yoboki	Association jeunes du Sud	Charbon de Prosopis	200.000	4.621.290	4.821.290
Yoboki	Association des femmes	Services informatiques	68.000	5.890.000	5.958.000
Yoboki	Association des femmes	Restaurant	460.000	1.650.000	2.110.000
Yoboki	Association des femmes	Artisanat	950.000	900.000	1.850.000
Yoboki	Association jeunes	Agriculture	1.300.000	150.000	1.450.000
Yoboki	Association jeunes	Garage mécanique	150.000	5.833.377	5.983.377
Totaux			7.016.500	27.679.869	34.696.369

A présent, la passation des marchés pour l'acquisition des matériels est achevée, à l'exception de l'appel restreint pour l'achat de mobilier et appareillage informatique, qui est en cours de préparation. La livraison des matériels est prévue au mois d'Octobre.

Au moment de la livraison des matériels, les bénéficiaires devront signer un Acte d'engagement qui règle les modalités d'utilisation et conservation des biens. Ce document sera contresigné par huissier et aura validité juridique (le modèle d'Acte d'engagement).

Pendant les mois de Janvier et Février, la CEP avait effectué des visites de terrain dans les sites pour livrer les contrats tripartites aux associations AGR bénéficiaires. A présent, tous les contrats

tripartites ont été signés et complétés par le devis des matériels et des services à fournir préparés et signés par les fournisseurs choisis par les associations.

Ces contrats ont été par la suite contresignés par le Coordinateur du Projet, et au cours du mois de Septembre le comptable de la CEP payera une avance de 50% à chaque fournisseur. Le solde sera payé après que la livraison des marchandises et/ou de l'achèvement des services sera vérifiée par les agents de D-Consulting, qui dresseront pour cela une note de livraison ou achèvement contresignée par l'association AGR bénéficiaire.

302200 - Formation techniques des groupes AGR

La procédure restreinte pour recruter un consultant chargé du programme de formation administrative et comptable pour tous les groupes AGR a été achevée, et la signature du contrat est un cours. La formation aura lieu juste après la livraison des matériels.

Dans le futur, d'autres formations techniques, ciblées sur de thèmes spécifiques, pourront être offertes sur demande des mêmes groupes.

Initiatives d'approche financier participatif

Promotion des initiatives d'approche financier participatif

Cette activité a été positionnée dans la troisième Composante du projet, où son importance est majeure ; cependant, elle concerne aussi certains aspects des autres Composantes, comme il a été mentionné dans les chapitres précédents.

Selon le nouveau réarrangement budgétaire, cette activité inclue aussi les voyages d'étude et le renforcement des capacités des bénéficiaires, qui précédemment constituaient une ligne budgétaire séparée.

Une mission d'un expert AFP avait été prévue dans la deuxième moitié du mois de Mai, afin the planifier les futures activités AFP. Cependant, cette mission a été finalement reportée au mois de Novembre, à cause des troubles pré-électorales ainsi que des entraves liées au période de carême. D'ailleurs, les activités de terrain n'avaient pas encore débuté à ce moment-là, ce qui aurait diminué l'efficacité de la mission.

Accompagnement des AGR et des initiatives AFP

Finalisation la mise en œuvre de l'activité artisanal à Dinamali et Ad-BOUYA

3.3.5 Productive Filet de Sécurité

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

3.3.6. Control des Maladies Transfrontalières et Mesure des Normes SPS

Dans le cadre de la lutte contre les maladies animales transfrontalières, La Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires a tenu les activités suivantes :

- Tenue de deux ateliers de formation de 3 jours destinés des auxiliaires d'élevage notamment à Ali-Sabieh et obock durant les mois de juillet et aout 2021. Ces ateliers concernaient les neuf prioritaires maladies la république de Djibouti notamment la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), la fièvre aphteuse (FMD), la pleuropneumonie contagieuse caprine (PPCC),) et de la brucellose des petits ruminants et bovins.
- Tenue d'un atelier de formation en épidémiologie destiné aux cadres régionaux a eu lieu du 11 au 17 Septembre 2021 dans la Région de Dikhil.
- D'autre part, La Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires a entamé durant le mois d'octobre 2021 une véritable campagne de prélèvement d'échantillons de sang à travail tout le pays. Les maladies visées étaient la brucellose, la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), la pleuropneumonie contagieuse caprine (PPCC). On attend les résultats d'examen des prélèvements qui vont être restitués et présentés très prochainement au cours d'un atelier national de validation de résultats de cette enquête nationale.

Concernant les Normes Sanitaires et Phytosanitaires (SPS), la réunion annuelle 2021 de Nairobi qui regroupe les directeurs des services vétérinaires Africains n'a pas eu lieu cette année pour cause de covid 19. On attend que cette réunion se tienne virtuellement ou en présentielle début second trimestre 2022.

- Formation d'agents de santé animale

En accord avec le nouveau Plan de passation des marchés approuvé par la KfW, cette activité sera réalisée par la Direction de l'Elevage du MAEPE-RH. En effet, cet arrangement est préférable par rapport à d'autres hypothèses soit du point financier que technique, étant donné que le Ministère, à travers les Sous-directions régionales, peut assurer une présence de terrain durable pour les services d'assistance-conseil. La lettre d'invitation et les termes de références ont été envoyés au Directeur de l'Elevage, qui par la suite désignera le personnel technique en charge de l'activité.

3.4 PIA 4: Gestion des Risques et Catastrophe, préparation et réponse efficace

3.4.1 Système d'Alerte Rapide et Réponse

La République de Djibouti a obtenu un prêt de 2 millions de dollars de la Banque Mondiale dont 1 million de dollars pour mettre en place un mécanisme d'assurance préférentiel au d'ARC. Le groupe African Risk Capacity (ARC) est une agence spécialisée de l'Union africaine créée pour aider les gouvernements africains à améliorer leurs capacités à mieux planifier, préparer et répondre aux événements climatiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. Grâce à la collaboration et à des financements innovants, le Groupe ARC permet aux pays de renforcer leurs systèmes de gestion des risques de catastrophes et d'accéder à des financements rapides et prévisibles en cas de catastrophe, afin de protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de leurs populations vulnérables.

Dans cette enveloppe, un autre million a été octroyé au Ministère de l'Agriculture pour renforcer la résilience des communautés locales faces à la sécheresse.

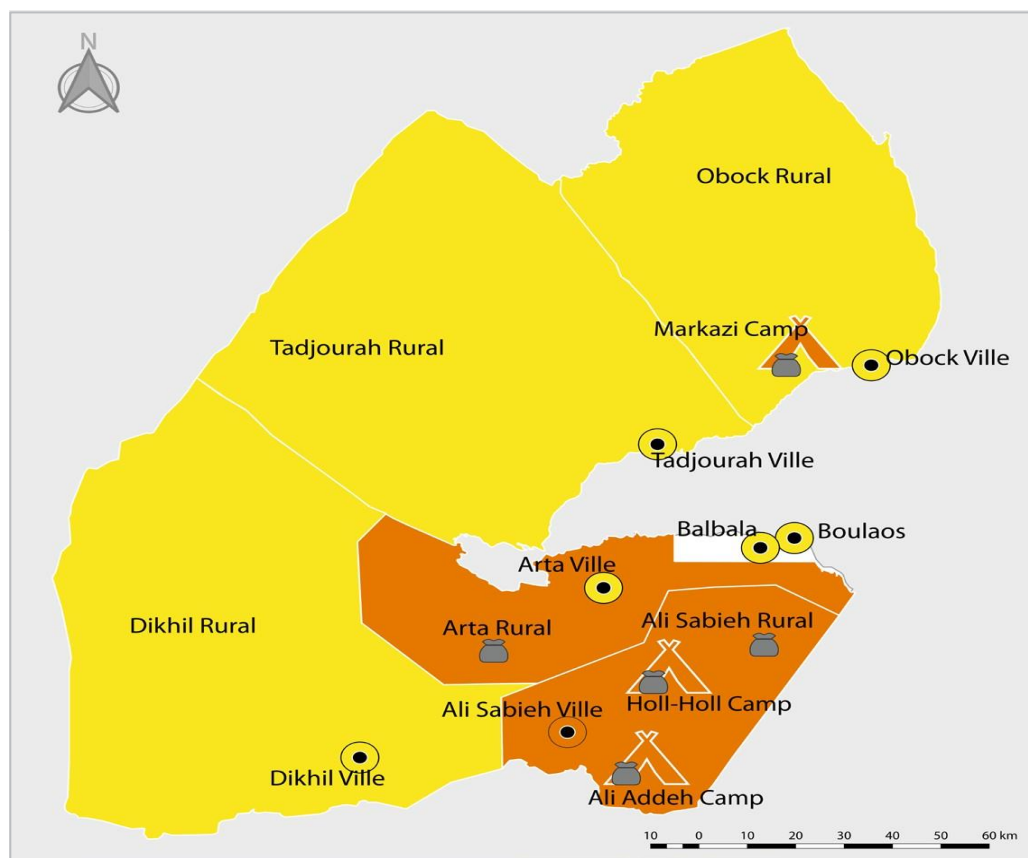
3.4.2 Planification d'Urgence

Afin d'être préparé aux événements catastrophiques, le Secrétariat Exécutif de Gestion de Risques et de Catastrophes a bénéficié le soutien du PNUD pour renforcer les capacités techniques et opérationnelles (équipements bureautiques et autres accessoires de travail) des antennes régionales du Secrétariat.

3.4.3 Réduction de Risques catastrophe (Prévention, Atténuation &, Préparation) et Adaptation du Changement Climatique.

Dans le cadre d'action de Sendai, la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes est en cours d'élaboration avec le soutien des bailleurs de fonds présents à Djibouti.

3.4.4 Cartographie des aléas, des risqué et de la vulnérabilité



Carte de la Situation d'insécurité Alimentaire

3.5.1 Soutien au recherche adaptative

Finalisation des études d'identification et de priorisation des technologies en matière d'atténuation (énergie, transport) et d'adaptation (eau, agriculture-foret et zones côtières) au Changement Climatique

Finalisation l'élaboration de la troisième communication nationale (TCN) sur les changements climatiques et introduction aux changements climatique

3.5.2 Système de conseils et vulgarisation

3.5.3 Gestion de connaissance et communication

- Atelier de formation des associations des régions sur la candidature à l'appel à microprojets du MEDD (150 représentants d'associations formés) ;
- 12 ateliers de sensibilisation/formation ;
- 376 personnes sensibilisées et formées ;
- Finalisation des décrets pour enrichir le Code de l'environnement: la pollution des sols, la coupe du bois et production de charbon, les zones d'extraction autorisées pour le sable et la gestion des déchets ;
- Tournée régionale avec les Okals, les sous-préfets, les préfets, le Conseil régional et les représentations des corps constitués (Gendarmerie, police, militaires). L'équipe de la DEDD (Direction de l'environnement et du développement durable) a pu expliquer à ces personnes les réglementations nationales et identifier des moyens plus efficaces de travailler et de gérer l'environnement au niveau local.
- Forum d'échanges et de concertation sur l'intégration des enjeux environnementaux dans le plan de développement régionaux (PDR)
- 11 ateliers de formation/consultation avec les autorités régionales
- Achat et installation du matériel informatique pour le SIGE
- Réhabilitation d'un local dédié au SIGE au sein du MEDD
- Soumission du livrable 4: Finalisation du design du SIGE l'interface et de l'enregistrement des données
- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection del'environnement pour les professionnels des médias,

- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection de l'environnement pour les associations locales des régions, 5 régions de l'intérieur
- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection de l'environnement pour les élus et collectivités régionaux, 5 régions de l'intérieur

3.6 PIA 6: Prévention, Résolution des conflits et construction de la paix

6.1 Construction de la paix et mécanismes de médiation

Le Comité mixte Djibouti-Ethiopien mis en place pour apporter des solutions aux commerces transfrontaliers s'est réuni au cours du mois d'Octobre 2022 à Dikhil sur la problématique du conflit interethnique.

6.2 Résolution des conflits

En raison de la paix relative qui règne au niveau national, le besoin de mise en œuvre de mesures de résolution des conflits ne s'est pas fait ressentir.

3.7 PIA 7: Renforcement Institutionnel, Coordination et partenariat

3.7.1 Coordination et Gestion de plateforme

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)
Nombre de formation/séminaire dispense au membre de comité/FA	8	14	10	72
Nombre de conférences sur la paix organisée/FA	4	8	3	38
Nombre de programmes de réconciliation réalisés/	7	15	11	74
Nombre de campagnes de sensibilisation effectuées	4	10	6	60
Nombre de conflits résolus	3	8	6	75

3.7.2 Renforcement Institutionnel et renforcement de capacité

Une Formation de 4 jours a été dispensée aux membres du Comité National dans le domaine du Suivi et Évaluation. Par ailleurs, un don d'ordinateurs (8) a été remis aux membres des départements du Comité National.

3.8 PIA 8: Capital Humain, Genre et développement sociale

3.8.1 Access au santé et Nutrition

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)
Nombre de structures sanitaires disponible/crée/réhabilité	39	10	1	10
Nombre des enfants des cas de malnutrition (taux de prévalence)	20,9	17,8	10,8	61

3.8.2 Access a l'Éducation et Formation

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)
Nombre d'écoles rurales intégrées créées (eau, électricité, internet, cantine, dortoir) (Education)	86	5	2	40%
Nombre de salles de classe construites/réhabilitées et équipées dans les zones rurales	340	50	14	28%

3.8.3 Promouvoir l'Égalite de Genre et l'Autonomisation des femmes et inclusion Sociale

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)

Nombre de centres d'apprentissage au profit des femmes créés (couture, cuisine, artisanat). MFF	1	6	3	50
Nombre de textes juridiques sur la promotion du genre promulgués MFF	15	10	5	50
Taux de scolarisation accru par sexe en milieu rural	10 359 (dont 4421 filles)	15000	9 994 (dont 3356 filles)	67%
Nombre d'activités génératrices de revenu créées au profit des femmes MFF	261	500	361	72
Nombre de femmes alphabétisées (MFF)	2977	9250	6638	72%
Nombre de centres de formation professionnelle construits dans les régions (MFF)	7	10	7	70%

3.8.4 Filet de Sécurité Sociale

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)
Nombre de personnes formées et ayant développé une activité génératrice de revenu (MASS) (Nombre des coopératives)	177	350	177	51 %

3.8.5 Migration, et Déplacement et Inclusion Sociale

Indicateurs Définis pour le CPP	Données de base 2019/20	2020/21		
		Cible	Réalisation	(%)
Nombre de centres de transit pour migrant créés /M de l'intérieur	3	5	3	60
Nombre de migrants enregistrés /M de l'intérieur	91000	150 000	130 000	87

4.0 Défis et Leçons Appris

4.1 Défis

Les défis à relever sont nombreux :

- Accès difficile aux données sectorielles pour assurer un suivi adéquat ;
- Faible prise en compte de la dimension COVID 19 : intégration difficile aux projets ou programmes de résilience dans la riposte Covid, les plans de relèvement, et ainsi que la réorientation des financements vers la riposte immédiate.
- Faible intégration des cibles des changements climatiques dans les documents de planification du développement des pays ;
- Faible intégration la résilience dans les documents de planification stratégique des Nations Unies (UNDAF, Programme pays des agences) ;
- Faible capacité de projection des pays dans des horizons temporaires à long termes (2050 et 2100) ;
- Faible coopération et synergies entre les institutions publiques et privées concernés par les questions climatiques ;
- Faible coordination des activités liées aux changements climatiques entre les institutions publiques et privées ;

- La pandémie de COVID 2019 a impacté négativement l'exécution des activités des projets adaptations au CC ;

4.2 Leçons Appris

Les leçons apprises de la mise en œuvre du Projet adaptations au CC du MEDD pourraient servir pour d'autres projets similaires se présentent comme suit :

- La prise en compte de la dimension genre : les femmes ont été largement impliquées dans les activités de production agricole, reboisements (mangrove, Acacia) et celles génératrices de revenus (artisanaux, aviculture, etc). Elles représentent le maillon indispensable pour la durabilité des activités initiées par le projet au regard de leur rôle dans la gestion de ménage, et surtout pour leur implication dans la mise en œuvre du projet.

5.0 Recommandations

- Mobilisation de plusieurs partenaires pour soutenir les actions climatiques afin de renforcer la résilience des communautés locales: PNUD, FAO, UE, BM, BAD, FIDA, GIZ, AFD, JICA, OIM, et PNUE...).
- Etablissement un système National de Mesure, Notification et Vérification à intégrer dans les programmes de résilience.
- La mise en place d'une architecture nationale de la finance climat / et un système national de suivi de la mobilisation des financements climatiques et environnementaux (système MNV finance).
- Renforcement de capacités des membres du Groupe d'experts nationaux sur les procédures des différentes sources de financement climatique et leurs critères; Développement des projets bancables
- Mise en place un mécanisme financier national pour financer les actions de lutte contre les changements climatiques
- Améliorer la production, collecte et l'analyse des données climatiques et la mise en place de système de MRV
- Renforcer les synergies- coopérations entre les institutions publiques, privé et les ONG
- Favoriser l'intégration des mesures et objectifs d'adaptation et atténuation aux politiques sectorielles et de planification nationale.